

**Discours de Pierre Laurent,
Conférence nationale, dimanche 9 novembre 2014.**

La France souffre.

C'est malheureusement une évidence. Comme vous, dans chacune de mes rencontres, à Dieppe, à Vénissieux, à Paris, à Marseille, à l'université de Paris 8, à Montreuil et ailleurs, avec les salariés, avec les habitants de nos cités, dans toutes les discussions avec des responsables, des militants politiques, avec des syndicalistes, avec des citoyennes et des citoyens engagé-e-s dans le mouvement associatif, **dans toutes les conversations, on me parle des souffrances de notre peuple, de ses angoisses, des injustices** qu'il subit et de sa profonde inquiétude pour l'avenir de notre pays.

Et pourtant, on me demande pourquoi on méprise tant ceux qui proposent de réagir, de faire autrement, pourquoi on saccage avec tant de constance les atouts pourtant si nombreux de notre pays ?

Et ici même, dans notre Conférence nationale, vous, les communistes, vous en êtes fait l'écho. Et tous les jours, vous êtes aux côtés dans le pays de ceux qui souffrent et qui luttent. Oui, ce gâchis nous révolte et nous n'avons pas l'intention de l'accepter. Nous décidons de réagir, de travailler dur, de discuter sec, avec les Français, pour inventer ensemble un autre avenir. Les nuages s'accumulent, nous pressentons bien des orages, l'horizon semble bouché. Mais nous le disons avec force : la **France n'est pas condamnée** à ce **chaos**. Le ciel peut s'éclaircir.

A nouveau, notre pays et notre peuple peuvent connaître des jours heureux !

Les médias annoncent depuis deux jours que je vais « hausser le ton ».

Pour une fois, les voilà bien informés. **Parce que oui**, nous ne pouvons plus nous taire devant la désolation politique qui nous entoure. Hollande-Valls qui miment le Medef et veulent fermer le cercueil de la gauche. Fillon, Sarkozy et Juppé qui se battent pour prendre la tête d'une UMP qui ne rêve que de revenir pour finir le sale boulot et casser tout ce qui reste de notre modèle social. **Et le clan Le Pen**, père et fille, qui se frottent les mains attisant la division, le ressentiment, ébahis de voir les gouvernants et les médias leur servir, tous les matins, sur un plateau **l'occasion de développer leur petite entreprise de la haine.**

Et pendant ce temps, **où est notre peuple ? Où est la France ? Où est la jeunesse ?**

Pour tous ceux-là, Ils ne sont qu'une masse de consciences à manipuler, des suffrages à embrigader derrière un chef.

Le futur chef de la France, puisque paraît-il, c'est ce qui nous manque, c'est un chef, à nous les petits soldats de la guerre économique mondialisée.

Et bien, nous refusons cela. Nous ne sommes pas, nous les travailleurs de France, nés ici ou venus d'ailleurs, la chair à canon pour la compétitivité des puissances capitalistes mondialisées.

Nous sommes un pays, un grand pays, une culture avec des valeurs à partager et nous refusons l'abaissement de la France et du débat politique.

Alors, oui, avec vous, mes camarades, nous lançons aujourd'hui un appel au pays tout entier.

Oui, il est possible de changer de politique et de relever la France. **Oui**, il est possible de changer de logiciel et de construire un nouveau mode de développement. **Oui**, il est possible de faire gagner une gauche qui ne renie pas ses valeurs. **Oui**, il est possible d'éviter le retour de la droite ou de la victoire de l'extrême droite. Cela demande une vision, une ambition et beaucoup d'efforts, c'est vrai. Mais cela en vaut la peine. Vous pouvez compter sur les communistes qui ont toujours été au rendez-vous, dans les heures les plus difficiles traversées par la France.

En toute occasion, je n'ai cessé de tenir ce langage, le langage du rassemblement et celui de l'urgence.

Urgence, car nous ne pouvons pas attendre l'arme aux pieds devant les petits calculs politiques, qui préparent déjà 2017 et donne comme grande ambition une candidature socialiste visant la seconde place derrière Marine Le Pen au premier tour de la présidentielle de 2017. Ce scénario est celui d'une victoire certaine de la droite et de l'extrême droite.

Le langage de vérité, ce langage d'urgence, du rassemblement et des idées nouvelles, je l'ai tenu avec insistance ces dernières semaines. Et je le sens, il est entendu par le pays, par tous ceux qui, à gauche, ne supportent plus la comédie du pouvoir actuel.

Pour une raison très simple : ni François Hollande, ni Manuel Valls ne rassemblent la gauche, ne rassembleront une majorité populaire sur leur politique.

Avec cette politique menée par eux, ou menée par d'autres, le pays va de toute façon dans le mur car **la politique d'austérité est un terrible échec.**

Dans toute l'Europe, le constat est sans appel. Toute la zone euro est menacée par la déflation. La croissance est étouffée par les coupes budgétaires et l'écrasement des salaires. Le chômage explose.

La consommation des ménages est bloquée et les investissements productifs sont en panne.

Contrairement aux allégations de Michel Sapin, de Manuel Valls et du président de la République, oui, leur politique porte bien le nom d'austérité ! Comment appeler autrement une politique qui a comme fil rouge la baisse des dépenses publiques et sociales en direction des ménages, des collectivités territoriales et de l'État ? Comment appeler autrement le blocage des salaires dans le privé, le gel depuis des années du point d'indice des fonctionnaires, cette pression qui fait stagner les salaires (1,2% d'augmentation en 2013 quand la moyenne d'augmentation des salaires tournait à 4% avant 2007), le dumping social et la précarité qui tirent tout vers le bas ? Comment appeler autrement cette politique de réduction des dépenses de la Sécurité sociale par la baisse des prestations ? **Oui, c'est bien de l'austérité, et c'est contrairement à ce qu'on nous vend, la spirale infinie des déficits !**

Et j'ajoute qu'habiller l'austérité des mots de justice sociale est une provocation. Il fallait oser présenter la fin de l'universalité des prestations familiales comme une mesure de justice alors qu'il ne s'agit que de faire payer la facture des 50 milliards du pacte de responsabilité aux salariés.

Gouverner la France, ce n'est pas engraisser les amis de Gattaz, les grands seigneurs de plus en plus riches et de plus en plus arrogants : ceux qui sont prêts à en découdre avec le droit de grève, et revendiquent le droit de licencier à la tête du client et de baisser les salaires.

Gouverner la France à gauche, c'est se souvenir que la République est née de l'abolition des privilèges et qu'elle n'est rien sans l'égalité des droits et la justice sociale. Car, les inégalités n'ont jamais rimé avec les droits humains.

La pauvreté est aujourd'hui un mal endémique dans notre pays. Et les pauvres sont chaque jour plus pauvres encore.

« Ils sont 100 000, chaque année, à passer sous le seuil de pauvreté à 40 % du revenu médian (623 €), et rien de ce que nous observons sur le terrain ne permet de dire que cette tendance s'inverse », alerte le secrétaire général du Secours catholique. Comme lui, **nous demandons d'urgence la tenue d'une conférence nationale de la protection sociale. Des mesures d'urgence doivent être prises** pour combattre la pauvreté telles que la baisse de la TVA sur les produits de première nécessité, l'ouverture en nombre de logements d'urgence, le blocage des loyers, l'accès aux associations caritatives des stocks de denrées de l'Union européenne...

Notre combat contre l'austérité, le chômage et la pauvreté est un combat européen. Cette semaine, les travailleurs et toute la Belgique étaient en grève. Un million d'Italiens viennent aussi de manifester contre la casse du marché du travail, par Mattéo Renzi. La Grèce continue le combat et, j'ai décidé il y a quelques jours à Athènes, avec Alexis Tsipras, que nous tiendrons prochainement en France **un grand rendez-vous commun.**

La France doit se lever en Europe pour dire stop à l'austérité et elle sera entendue.

Jusqu'à quand allez-vous suivre docilement les consignes de la Commission de Bruxelles, présidée par un Jean-Claude Juncker, dont on vient d'apprendre **qu'il truandait le fisc, avec 340 multinationales** pour qu'elles échappent à l'impôt.

Et ce sont eux qui vont nous donner des leçons sur le budget de la France ? Pas question !

Il y a dix ans, en mai 2005, nous avons dit non à l'Europe libérale. Nous avons raison. Ils ont bafoué notre voix. Aujourd'hui, le combat contre l'austérité continue. En mai 2015, à Paris, nous préparons **un grand forum européen des alternatives**, pour cette fois dire stop à l'austérité, oui à une alternative avec la gauche européenne de Syriza, du Front de gauche, de la gauche unie en Espagne et de tous ceux et toutes celles qui ne veulent plus de l'austérité. Et nous préparons la victoire de nos amis de Syriza, en Grèce, car ce sera l'heure de vérité pour l'Europe.

Notre pays est plongé dans une très grave crise de confiance, une très grave crise démocratique, pour une raison simple : la très grande majorité de nos concitoyens ne veulent pas de cette politique. Le pouvoir exécutif de François Hollande et de Manuel Valls, connaît une très grave crise de légitimité, pour une autre raison simple, la très grande majorité des électeurs de gauche de 2012 ne veut pas de la politique conduite aujourd'hui, qu'ils ressentent à juste titre comme une trahison.

Jeudi matin, l'Humanité se demandait en « une » : « Peut-on arrêter le désastre avant la fin du quinquennat ? » Le soir même, François Hollande à la télévision a d'une certaine manière répondu. Il n'y a rien à attendre d'un pouvoir qui a renoncé, qui n'a ni vision, ni ambition pour le progrès social.

Ils veulent continuer. ET BIEN NOUS NE LAISSERONS PAS FAIRE.

Je le dis solennellement : Manuel Valls n'est pas, et ne sera jamais, le premier Ministre de la gauche. C'est sans attendre que j'appelle à travailler à une nouvelle majorité de gauche, un nouveau contrat de transformation sociale, écologique et démocratique, qui devra être

mis en œuvre par un nouveau gouvernement. Plus tôt en seront créées les conditions, mieux cela vaudra pour le pays. La France est dans l'urgence. **POUR NOUS, L'ALTERNATIVE C'EST MAINTENANT !**

Je propose donc au Français d'agir sans attendre, de prendre en main, eux-mêmes, le débat démocratique qu'on leur refuse. **Nous leur disons : ensemble pour l'alternative on s'y met.** Et pour commencer, nous sommes décidés à nous battre en toute circonstance pour stopper les politiques d'austérité et leurs dégâts. Voilà ce que notre gouvernement de gauche ferait.

Notre gouvernement cesserait de déverser sans contrôle ni contre partie l'argent public dans le gouffre sans fond des aides fiscales, des exonérations de cotisations qui ne servent qu'à alimenter les dividendes. Les 21 milliards du CICE, notamment, doivent être récupérés et injectés dans les salaires, la création d'emploi, l'investissement productif. Et nous ferons la démonstration que c'est plus juste et plus efficace.

Le Medef prépare du 1^{er} au 8 décembre, (sic) une semaine d'action pour, je cite « *dire la souffrance des patrons, et remettre en cause le compte pénibilité, temps partiel de 24h par semaine, obligation d'informer les salariés de la cession de l'entreprise dans les PME...* ». La décence, ils ne connaissent pas ! Ils rêvent de casser le code du travail, les accords de branches, de détruire le régime d'indemnisation des intermittents du spectacle.

Alors, je propose d'organiser, du 1^{er} au 8 décembre, une contre semaine d'actions. Arguments contre arguments. Ils veulent parler de l'entreprise. Nous disons BANCO ! Parce que nous aussi, on aime l'entreprise, celle qui respecte le travail, celle qui crée et partage des richesses utiles. Partout, demandons des comptes : où va l'argent du CICE ? Du CIR ? Des banques ? De l'État ? Qui touche quoi ? Pour en faire quoi ? Nous savons où sont les gâchis.

Nous proposons cette semaine d'actions à nos partenaires du collectif 3A, **à toutes celles et tous ceux qui veulent s'associer à cette opération vérité.**

Ensemble, nombreux nous serons déjà dans l'action le 15 novembre. A cette première étape, dont il faut amplifier partout la préparation, donnons des suites. Car la campagne contre l'austérité, POUR NOUS, C'EST MAINTENANT, PARTOUT, sans cesse, jusqu'à l'abandon de ces politiques qui nous mènent dans le mur.

Notre gouvernement, il refonderait les politiques publiques en s'appuyant sur une vraie démocratie sociale, de nouveaux droits pour les salariés, pour les élus des territoires, afin de consacrer les fonds nécessaires aux investissements créateurs d'emplois, aux projets industriellement, socialement et écologiquement novateurs pour l'intérêt général.

Nous appelons notamment les citoyennes et les citoyens à exercer leur vigilance dans les territoires : pas une entreprise saine ne doit fermer faute de repreneur ! Tout doit être fait pour que les salariés puissent en devenir les propriétaires gestionnaires. Et ça marche comme les Fralib nous l'ont montré, comme ceux de Nice-Matin qui viennent de le montrer à leur tour. L'entreprise coopérative, voilà une idée qui a de l'avenir.

Notre ennemi ce n'est pas l'entreprise, les salariés qui y dépensent leur force de travail, ce ne sont pas les artisans, les professions libérales, les patrons de PME et PMI, les start-up, qui innovent. Notre ennemi, c'est la finance, ce sont les banques qui ne servent que les marchés. Ce sont les multi-nationales qui refusent de payer l'impôt. Ce sont les bas

salaires et la déqualification du travail qui retirent à nos productions son efficacité.

Notre gouvernement, c'est celui qui **refusera de gaver les actionnaires**, comme ceux à qui Nicolas Sarkozy a vendu les autoroutes qui fonctionnent aujourd'hui comme un tiroir caisse scandaleusement juteux. Ce racket peut cesser **en nationalisant les autoroutes**. Le 19 novembre, l'ensemble des parlementaires de nos deux groupes à l'Assemblée nationale et au Sénat se rendront sur un péage d'autoroutes de l'Île de France, pour distribuer le projet de loi que nous avons déposé en ce sens. Ce sera le signal d'une campagne pour la nationalisation immédiate des autoroutes. **C'EST POSSIBLE ET C'EST POSSIBLE MAINTENANT !**

Une nouvelle loi bancaire peut également, immédiatement être votée pour réorienter le crédit au service des investissements utiles, du logement et de la consommation des ménages. Nous voulons faire la vérité sur la thèse du ras-le-bol fiscal qui vise en vérité à justifier les exonérations massives de cotisations sociales, à justifier les crédits d'impôts sans contrepartie pour les entreprises, les niches fiscales pour les plus fortunés, mais qui ne dit rien des véritables scandales : la TVA qui rapporte trois fois plus que l'impôt sur le revenu parce que ce dernier est un gruyère total quand on arrive dans les hautes tranches de revenu, et près de six fois plus que l'impôt sur les sociétés. On ne les entend pas sur ce sujet. Et je n'oublie pas les coupes budgétaires pour les collectivités locales qui vont obliger nombre d'entre elles à augmenter les impôts locaux si elles ne veulent pas sacrifier leurs services publics.

Ce que nous proposons, c'est la reconstruction d'un impôt juste, je dirais même plus, d'un VERITABLE impôt éthique, un impôt universel et accepté par tous. Nous pouvons, sans attendre, faire baisser la TVA et la fiscalité indirecte, et reconstruire un impôt sur le revenu réellement progressif. Nous voulons un impôt juste et simple qui permette de financer les services publics et d'intérêt général et non de renflouer les actionnaires en protégeant leur fortune. Nous voulons que les revenus spéculatifs soient pleinement imposés parce qu'ils ne servent à rien pour nos vies.

Nous voulons faire repartir les salaires à la hausse. Loin d'être un coût qui handicape la compétitivité, de bons salaires, outre qu'ils permettent de vivre décemment et de nourrir la reprise économique, pousseront à la hausse la qualité du travail, de la qualification des salariés, qui sont à l'heure de la révolution numérique, les facteurs essentiels de la qualité des productions et des services.

Et la hausse des salaires, faut-il le redire, c'est tout simplement le moyen DE VIVRE DIGNEMENT POUR TOUS. Comment vivre aujourd'hui, décemment avec moins de 1 500 euros nets ? C'est impossible. La hausse des salaires, c'est aussi le financement assumé par les cotisations sociales d'un haut niveau de protection sociale et de santé. Ceux qui opposent les salariés aux prétendus assistés, comme le clan Le Pen, père et fille, trompent le monde du travail, **le salaire c'est le socle de la solidarité nationale**.

Notre gouvernement, c'est celui qui renoncera à l'alignement sur les dogmes « austéritaires » de l'Union Européenne et redonne souffle et moyens aux services publics et aux collectivités locales.

Ils nous disent que la France manque de moyens, qu'elle doit rembourser sa dette au marché sur lesquels ils nous obligent à aller emprunter, et que le problème c'est la dépense publique. **Mais ce qu'ils taisent, c'est l'énorme dépense fiscale qu'ils organisent pour soutenir les marchés**. Car les niches fiscales, les exonérations de cotisations, les crédits d'impôts coûtent cher, très cher, et c'est nous qui payons.

Eux, ils gavent les promoteurs de cadeaux fiscaux. **Nous**, avec le même argent, nous relancerons la construction de logements accessibles et décents et la rénovation écologique de l'habitat. **Eux**, ils subventionnent l'agro business, **nous**, on soutiendra les revenus paysans et une agriculture tournée vers la qualité de l'alimentation. **Eux**, ils déversent l'argent du CICE sur les comptes des actionnaires, **nous** on finance une nouvelle industrialisation de la France qui marchera de pair avec la mutation productive nécessaire pour sortir au plus vite des énergies carbonées, et **utiliser** la révolution numérique pour changer le travail et **non** licencier à tour de bras.

La France, 5e puissance économique mondiale, peut y parvenir si elle consacre les richesses produites par le travail à l'investissement, aux salaires et à la protection sociale, à la formation et l'élévation culturelle de tous, plutôt que de les gaspiller à faire monter les dividendes des actionnaires des plus grandes sociétés et des grandes fortunes.

Eux, ils prônent la privatisation des services publics, **nous** on demande que les collectivités locales bénéficient d'un moratoire sur le remboursement de leurs dettes et de taux d'emprunt proche de zéro pour relancer les services et ses investissements publics.

Voilà ce qui peut rassembler la gauche, toutes celles et tous ceux qui ne supportent plus l'abandon en rase campagne de nos gouvernants actuels et la démagogie de leurs concurrents de droite et d'extrême droite, qui rêvent de prendre la place, pour faire pire encore.

Tout ce que nous souhaitons, j'en suis sûr, avec la majorité de nos concitoyens qui n'ont pas renoncé aux idéaux de la France, la liberté, l'égalité et la fraternité, tout cela sera possible qu'en réinventant et en refondant la République. **Oui, l'heure est venue de la Ve République !**

Nos institutions sont à bout de souffle. La Ve République et sa dérive présidentielle plombent notre démocratie. Les chantiers doivent être ouverts et accomplis : celui de la **proportionnelle, de l'initiative citoyenne, du droit de vote des étrangers, non communautaires, qui vivent ici et travaillent ici**. Sinon, la République n'est plus celle de tous les Français. **REFONDER LA REPUBLIQUE, C'EST DEFENDRE ET PROMOUVOIR SES VALEURS.**

Notre gouvernement de gauche remettra en marche une France qui porte avec fierté son visage solidaire, un visage multicolore, qui respecte celles et ceux qui viennent d'ailleurs et qui comptent sur nos différences comme une richesse. Nous avons la force de vivre ensemble qui nous anime avec tant de passion dans les villes à direction communiste.

Notre République, c'est la grande République de la laïcité. Pas celle de l'identité nationale, qui n'est qu'un résucée des présupposés néo-coloniaux. Non, il n'y a pas en France, les Français et les autres, il n'y a pas eux et nous. Il n'y a qu'une FRANCE, la terre d'accueil de tous ceux qui y vivent, nés ici, ou venus d'ailleurs, dans cette génération, ou dans celle qui les ont précédées.

Marine Le Pen et Nicolas Sarkozy parlent de laïcité, mais ils en usurpent le sens profond. La laïcité, ce n'est pas regardé de travers l'Islam. La laïcité c'est le contraire. C'est la séparation de l'Église et de l'État, qui permet à tous, quelque soit sa religion et sa croyance de vivre à égalité de droit.

A nos amis, musulmans, tous les jours stigmatisés et suspectés, nous disons vous êtes nos frères et nos sœurs. OUI NOUS DISONS, VIVE LA REPUBLIQUE DE TOUS, AVEC TOUS, POUR TOUS !

Jamais, le racisme ne franchira la porte de notre République. Antisémitisme et islamophobie sont les deux faces d'une même pièce empoisonnée qui n'a pas de droit de circulation dans la Nation que nous aimons, et pour laquelle tant des nôtres ont combattu, parfois jusqu'au péril de leur vie.

Notre République, c'est l'égalité de tous. C'est celle qui combat, sans relâche, pour l'égalité des femmes et des hommes, c'est une République féminine et féministe. C'est celle qui donne aux jeunes, les droits de vivre et de s'épanouir, de rêver et de manifester dans la liberté.

En 2014, on ne doit pas mourir pour ses idées sur la terre de France. Nous voulons toute la vérité sur la mort de Remi Fraisse, et la mise en procès des donneurs d'ordre, quand les responsabilités seront établies.

Ces idées, nous les mettons au débat, convaincus qu'elles peuvent contribuer à la construction d'un programme de gouvernement alternatif. Mais je le dis : il est temps que tous ceux qui veulent sortir le pays et la gauche de l'ornière, engagent ce débat, ce travail. Il est temps, pour les citoyens, les militants, les responsables de la gauche qui ne veulent pas renoncer d'envoyer le signal : nous nous mettons au travail pour construire une alternative, nous avons besoin de la réflexion et de l'engagement de toutes les forces de la gauche, des syndicalistes, des militants associatifs, des citoyennes et citoyens.

Maintenant, on s'y met ! Personne ne peut plus rester au milieu du gué.

Aujourd'hui, dans le pays, face à la politique menée par le gouvernement au contrat déchiré sous les coups de buttoir du Medef, de la droite, du clan Le Pen. La majorité de 2012 s'est comme dissoute sous les coups de la déception et même de la sidération. Mais, si nous sommes capable d'ouvrir des perspectives nouvelles, si le signal est donné, alors je crois fermement qu'une nouvelle majorité populaire peut se reconstituer. Nous ne ménagerons aucun effort pour cela. Et nous serons, s'il le faut, la « *force tranquille* » qui ne renoncera jamais à ouvrir le chemin d'une alternative gagnante.

Avec le Front de gauche, qui a su utilement ouvrir la voie à partir de 2009, en 2012, et auquel nous voulons redonner toute la vigueur nécessaire, nous construirons dans tout le pays, **des assises citoyennes de la transformation sociale.**

Nous poursuivons sans relâche nos efforts pour dialoguer et construire avec tous ceux, socialistes, écologistes, républicains, qui, comme nous sont convaincus de l'impasse actuelle. Mais je le redis, le constat ne suffit plus, c'est à l'action, à la construction qu'il faut passer. **A tous, je dis : le temps nous est compté.**

Toute cette ambition nouvelle, nous allons la porter dans **les prochaines élections départementales en mars 2015.** Ces élections seront essentielles. Une bataille est engagée entre ceux qui, pour imposer l'austérité et la loi du marché, cherchent à contourner la démocratie locale et les services publics.

Les départements ce sont 72 milliards de dépenses publiques pour l'action sociale, l'éducation, la culture, le logement, la jeunesse. Ils veulent mettre la main sur cet argent et tout livrer aux marchés.

Nous irons à cette bataille avec le Front de gauche pour protéger l'action publique, les services publics et la démocratie locale. Ces élections sont une étape vers la construction de l'alternative à gauche, que nous voulons. Nous ne laisserons pas faire la droite et l'extrême droite, qui veulent conquérir tous les pouvoirs locaux en 2015, sur la route de 2017. Nous présentons partout des candidats, des candidates et travaillons à ce qu'ils-elles incarnent un rassemblement de gauche contre l'austérité.

Nous montrons que des départements ambitieux peuvent porter des projets modernes, par exemple, celui **d'un grand service public d'aide à la personne**, conjuguant les moyens publics et ceux des associations, pour offrir à tous, aux anciens notamment, des aides individualisées, assurées par des personnels formés et qualifiés exerçant leur métier dans un emploi stable et garanti.

Nous voulons que nos candidates et candidats soient le visage divers et multiple de la France qui travaille, recherche et étudie : des ouvriers, des salariés, des étudiants, des intellectuels, des chercheurs, des hommes et des femmes de culture. Nous montrerons à travers ces candidates et candidats où se trouve réellement le monde du travail.

Nous voulons des candidates et des candidats qui soient des hommes et des femmes engagé-e-s, des militants politiques de gauche, des syndicalistes, des hommes et des femmes des mouvements associatifs, féministes, des militantes et militants de la culture. **Je veux dire aux Français** : emparez vous de ces élections, construisez avec nous ces candidatures dans lesquelles vous vous reconnaîtrez, parce qu'elles vous ressemblent et que vous pouvez compter sur elles pour agir et vous faire entendre.

Cet appel pressant que je lance à travailler à une alternative à la politique du gouvernement Valls et de François Hollande, c'est aussi un engagement. Les communistes n'ont jamais failli quand le sort de la France est engagé. **Nous sommes disponibles, les communistes sont disponibles pour le travail commun.** Nous n'estimons pas avoir raison d'avance et tout seuls sur les solutions à mettre en œuvre pour sortir le pays de la grave crise économique, sociale, politique et morale qu'il traverse. **Nous sommes disponibles pour travailler avec tous ceux qui veulent s'y frotter.**

Et ils peuvent nous faire confiance pour une raison : si nous avons beaucoup changé, si nous avons beaucoup évolué, si nous avons même beaucoup tâtonné pour cela, **nous n'avons jamais renoncé** à être ce que nous sommes : des communistes, des combattants, des résistants, des chercheurs d'avenir. Nous l'avons fait avec nos qualités et avec nos défauts, nos doutes et nos hésitations et parfois des certitudes trop grandes. Mais nous l'avons fait en restant fidèles à nos engagements, nos valeurs, fidèles même à nos rêves d'un monde plus juste, solidaire et fraternel. C'est pourquoi nous restons attachés à ce **beau mot de « communiste »** : nous n'avons pas la tentation de nous cacher, de nous masquer, de nous camoufler, comme il est aujourd'hui de mode au PS, où Manuel Valls veut écarter le mot socialiste, à l'UMP où Sarkozy ne veut plus, paraît-il, entendre parler du mot droite, ou au FN, où le bleu marine est devenu une couleur de camouflage.

Nous **sommes fiers de nos couleurs et du rouge que nous portons au cœur.** Plus nous travaillons, plus nous avançons dans nos recherches et dans nos réflexions, plus nous nous rendons compte des fabuleux bouleversements qui se produisent dans le monde. Et mieux nous appréhendons ces bouleversements, mieux nous mesurons à quels défis nous sommes confrontés.

Car le monde, tel qu'il est et tel qu'il devient, est capable de nous infliger le pire comme de nous offrir le meilleur. Le monde actuel montre le visage de ses tensions, de ses guerres, de déchirement d'un autre âge. Dans ce monde, les menaces sont multiples, les retours en arrière insupportables. Dans ce monde, on sait éradiquer aujourd'hui la faim et les maladies et pourtant elles provoquent, faute de moyens et d'attentions, des millions de morts.

Mais c'est aussi le monde où des pays, des continents entiers, sautent du sous développement dans l'âge moderne, de la famine à l'accès aux plus avancées des technologies. **C'est un monde où des pays remettent la main sur leurs ressources nationales. C'est un monde où des expériences nouvelles de mise en commun se frayent un chemin.** C'est un monde où les femmes, en général, restent soumises au patriarcat, parfois jusqu'au servage, mais où des femmes accèdent à l'égalité et au meilleur de l'humain. C'est un monde où comme à Kobane se confrontent, s'affrontent la barbarie de Daesh et la grande humanité du peuple kurde, que nous soutenons. C'est un monde qui peut reconnaître le droit aux palestiniens d'avoir un État. **Les parlementaires communistes mettront en débat cette question pour demander la reconnaissance d'un État palestinien par la France, comme l'a fait la Suède.**

Ce monde, c'est celui du réchauffement climatique, du chacun pour soi, de la nature dévastée par la soif du profit. Aujourd'hui, on sait comment vivre en économisant l'énergie, conjuguer le développement humain, social et une transition vers une économie respectueuse de l'environnement, à condition de s'attaquer aux logiques prédatrices du Capital. Voilà pourquoi, nous **prendrons notre part à la Conférence climat de Paris 2015.**

S'il y a une chose dont je suis certain, c'est que l'alternative, nous ne pouvons l'écrire seuls. D'abord parce que ce projet communiste n'est pas un projet pour le Parti communiste : c'est un projet pour la France, pour l'Europe et le monde. Ensuite parce que nous ne pouvons imaginer, dessiner l'avenir que dans ce qui bouge et ce qui se bouscule déjà. Dans le mouvement de la vie.

C'est pourquoi ce projet a besoin pour s'écrire des ouvriers, des salariés, des agriculteurs, des ingénieurs, des cadres et dirigeants d'entreprises, toutes et tous confrontés aux bouleversements du travail. Nous avons besoin des habitants des cités, de ces nouvelles zones qu'on dit « urbaines », dont les vies se transforment et se confrontent à des environnements nouveaux. Nous avons besoin des intellectuels, des chercheurs, des artistes et acteurs de la culture, pour anticiper les évolutions de la société, imaginer l'avenir.

C'est pourquoi ce projet ne peut être qu'un projet de rassemblement.

A partir de janvier, je vais faire le tour de la France pour aller à la rencontre de tous ces acteurs. Je veux écouter, entendre ce qui se dit, ce qui se pense dans les territoires, comment l'avenir s'y dessine. Je veux écouter et entendre mais pas seulement. Je veux aider à des rencontres, contribuer à mettre du monde autour de tables rondes, à bâtir des ruches où l'on se parle, où on travaille, où on élabore, où l'on se confronte pour anticiper ce que sera le monde.

Je lance, un appel à tous ; aux citoyens et citoyennes, au Front de gauche, aux forces de la gauche politique, aux écologistes. Nous savons ce qui s'annonce, l'échec historique programmé du pouvoir socialiste, la victoire possible de la droite, du Front national .

Ce scénario peut être mis en échec. Nous disons écarter tous les petits calculs et nous consacrer à une seule chose : sortir de l'ornière en inventant un nouveau mode de développement pour la France. Et c'est urgent.

Aux syndicalistes, aux militantes et militants du mouvement social, aux féministes, aux citoyens et salariés, je veux dire que nous avons besoin de leur expertise, de leur pratique du quotidien, de leurs idées et conceptions, pour dans le respect de ce que nous sommes les uns, les unes et les autres, travailler à ouvrir une perspective alternative de justice, d'égalité et de solidarité. Aux chercheurs, aux artistes, aux créateurs, je veux dire que nous avons besoin d'eux, de leurs capacités d'analyse et d'anticipation, de leurs sensibilités pour inventer un autre monde que celui de la barbarie que nous promet le système capitaliste. Que nous voulons renouer des rapports neufs entre le monde politique et celui de la création, des rapports débarrassés des pratiques politiciennes et de la soumission aux impératifs de l'utilité immédiate et des « coups de com ».

Aux communistes, aux militants et élus, je veux dire que nous avons une grande responsabilité. Je les appelle à mettre en œuvre ce que nous avons décidé ensemble, à travailler à ce rassemblement, à relancer partout le Front de gauche qui donne de la dynamique à notre engagement, je leur demande de se tourner partout vers les autres, avec audace, avec conviction, avec ambition et modestie, avec générosité pour construire cette union pour une alternative à l'austérité.

Oui, au peuple de France, je lance un appel, vous connaissez tous le dicton, **à l'impossible nul n'est tenu, aujourd'hui je vous le dis, à tous, rêvons ensemble car nous sommes tenus à l'impossible.**